

Soutien aux occupations des lieux culturels, ce n'est qu'un début !

Le 4 mars, à l'issue de la journée de mobilisation appelée par les syndicats et organisations professionnelles du spectacle, commençait l'occupation du théâtre de l'Odéon à Paris. Le début d'une large mobilisation des travailleurEs du spectacle et de la culture pour défendre leurs droits, qui aujourd'hui fait tache d'huile, à PAU, avec l'occupation du théâtre Sarragosse, puis du Zénith, dans un contexte sanitaire certes compliqué mais surtout contre un gouvernement à l'offensive.

La culture défend des droits pour touTEs !

Les occupations de lieux culturels se multiplient dans l'ensemble des villes : déjà plus d'une cinquantaine de théâtres, salles de spectacle, voire cinémas, où l'on se réunit dans le cadre d'« agoras » (assemblées générales ouvertes) pour élaborer des plateformes revendicatives et débattre des modalités d'organisation de la lutte. Celles et ceux qui font la culture doivent pouvoir décider de manière démocratique quels sont leurs besoins, et si et comment on ouvre les lieux culturels !

Si la question de la réouverture de ces lieux (jugés non essentiels par ce gouvernement) est la seule exigence relayée par les médias, c'est bien le retrait de la contre-réforme de l'assurance chômage, que souhaite imposer le gouvernement pour le 1er juillet, qui est la revendication centrale du mouvement. Au-delà de la culture, cette attaque sans précédent va toucher l'ensemble du monde du travail et se traduire par une baisse drastique des allocations pour celles et ceux que l'on prive d'emploi.

Pour la culture, le mouvement défend l'accès aux droits sociaux pour touTEs, avec pour les intermittentEs la prolongation des droits au chômage d'au moins un an (la fameuse « année blanche »), mais également l'accès à un revenu décent pour les précaires de la culture, le respect des droits aux congés maternité, aux congés longue maladie, etc.

Étendre et amplifier le mouvement

Sans surprise, le pouvoir n'a rien à proposer, surtout pas le retrait de son projet néfaste sur l'assurance chômage. La ministre Bachelot s'est bien montrée aux premiers jours de l'occupation du théâtre de l'Odéon pour soutenir du bout des lèvres la possible réouverture des lieux de culture et lâcher un significatif « peut-être » sur la nécessaire « année blanche »... Cela avant d'effectuer un recul net et significatif sur toutes les questions !

Le gouvernement refuse donc d'entendre les revendications des travailleurEs du spectacle et de la culture, comme c'est le cas pour l'ensemble des besoins de notre camp social. La situation devient de plus en plus difficile, avec l'installation dans la durée de la pandémie et ses conséquences, en particulier sur l'emploi et les conditions de travail. Pourtant le pouvoir continue son offensive contre l'ensemble de nos droits et la possibilité d'avoir des conditions de vie un minimum décentes pour touTEs.

Face à lui, l'enthousiasme et le dynamisme des occupations n'ont pas dit leur dernier mot : la défense de revendications pour touTEs, contre le chômage et la précarité, pour l'accès aux droits sociaux minimum et le droit à vivre de son travail dans des conditions sanitaires satisfaisantes, pour le droit de décider collectivement et démocratiquement de nos vies, peut trouver un écho large.

Convergeons vers les lieux d'occupation, et partout où cela est possible, multiplions-les ! Dans un contexte où la crise sanitaire pousse au repli sur soi et où le pouvoir, sans stratégie et dans l'improvisation constante, se montre totalement incapable d'y répondre, la lutte collective est pour nous « essentielle » !

Le NPA65, Tarbes, le mardi 16 mars 2021